

Erdogan va renforcer sa mainmise sur les médias

Le plus grand groupe de presse de Turquie était jeudi en passe d'être racheté par un holding proche du président turc Recep Tayyip Erdogan, une transaction qui renforcerait la mainmise du pouvoir sur les médias.

Le groupe Dogan a annoncé que des discussions étaient en cours en vue de son achat par le conglomérat Demiroren Holding, qui possède déjà deux journaux pro-Erdogan. Les discussions se déroulent sur la base d'une valeur opérationnelle de 1,1 milliard de dollars et une valeur boursière de 890 millions de dollars en tenant compte des dettes du groupe.

Dogan Holding est notamment constitué autour du quotidien Hürriyet, considéré comme le «journal de référence» en Turquie, de l'agence

de presse Dogan, de la chaîne de télévision Kanal D et de la chaîne d'information CNN-Türk. La version en anglais de Hürriyet, Hurriyet Daily News, est particulièrement lue par les expatriés et les diplomates en poste en Turquie.

Si elle devait se réaliser, cette transaction renforcerait l'inquiétude des défenseurs de la liberté de la presse en Turquie qui dénoncent la multiplication des pressions contre les médias sous la présidence d'Erdogan, en particulier depuis le putsch manqué de juillet 2016.

«Cette vente consacre la mort du pluralisme et du journalisme indépendant», a affirmé Erol Önderoglu, représentant de Reporters Sans Fron-

tières (RSF) en Turquie. «À l'approche des élections générales de 2019, l'emprise du gouvernement sur les médias est désormais totale».

«Avec ce rachat d'ampleur, y compris de Hürriyet, l'industrie des médias de masse en Turquie passe sous le contrôle politique direct du président Erdogan», a commenté sur Twitter Kadri Gürsel, grand nom de la presse en Turquie.

Longtemps considéré comme le représentant de l'establishment turc, le groupe Dogan a eu une relation délicate avec Erdogan, marquée par des années d'opposition à l'homme fort de Turquie, avant d'adopter une ligne plutôt progouvernementale. Hormis quelques journaux, la plupart des grands médias turcs appartiennent à des hol-

dings actifs dans plusieurs secteurs comme la construction ou l'énergie. Pour nombre d'observateurs, cette particularité les expose aux pressions des autorités.

La quasi-totalité des médias

grand public suivent la ligne gouvernementale, en dehors de quelques exceptions, comme le journal Cumhuriyet, dont le patron, le rédacteur en chef et plusieurs journalistes sont actuellement en procès pour activités «terroristes».

Un autre développement renforce les craintes pour la liberté d'expression en Turquie: le vote par le Parlement tard mercredi d'une loi étendant l'autorité du Haut-conseil turc de la radio et de la télévision (Rtük) aux contenus audiovisuels publiés en ligne.

AFP

«L'industrie des médias de masse en Turquie passe sous le contrôle politique direct du président Erdogan.»

KADRI GÜRSEL
CÉLÈBRE JOURNALISTE TURC